



## Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°271 - 07/09/2018



### ZOOM SUR...

#### ... les échanges commerciaux France-Afrique de l'Ouest (hors pays anglophones) au 1er semestre 2018

##### ✓ Recul de la relation commerciale de la France avec l'Afrique de l'ouest

Les exportations françaises à destination de la zone sont en baisse par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2017 (1,7 Md EUR, -5%), tout comme les importations françaises (562,6 M EUR, -30,6%). L'excédent commercial de la France dans la zone est de 1,15 Md EUR (+15,8%). La France réalise des excédents avec tous les pays de la zone, y compris le Niger contrairement à l'année 2017.

La zone a absorbé **35%** des exportations françaises destinées à l'Afrique subsaharienne.

##### ✓ Baisse globale des exportations françaises de 5% et situations hétérogènes selon les pays

- **Pays où les exportations ont progressé :** Sénégal (404 M EUR, +3,4% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2017), Burkina Faso (128 M EUR, +4,8%), Guinée (100 M EUR, +9%), Mauritanie (96 M EUR, +22%), Bénin (91 M EUR, +5%), Cap-Vert (10,6 M EUR, +19%), Gambie (4 M EUR, +12%) et la Guinée-Bissau (1,5 M EUR, +38,6%), grâce à hausse des ventes d'ordinateurs, de machines de construction et de céréales.
- **Ceux où les ventes françaises ont reculé :** Côte d'Ivoire (541,4 M EUR, -0,4%), Mali (165,9 M EUR, -4%), Niger (59,6 M EUR, -32%) et Togo (109 M EUR, -49%). Le recul des exportations est essentiellement dû à la baisse des ventes de produits pharmaceutiques, et des produits de raffinage du pétrole pour le Togo.

##### ✓ La chute des achats d'uranium tire les importations françaises vers le bas

80% des importations françaises de la zone provenaient ces dernières années de la Côte d'Ivoire (produits agricoles) et du Niger (uranium). Les importations en provenance de la Côte d'Ivoire ont reculé (413 M EUR, -6,3% en glissement annuel) et les importations d'uranium nigérien ont dégringolé à 3,9 M EUR (-98%). Dans les autres pays, les évolutions sont contrastées :

- **Pays pour lesquels les importations françaises ont augmenté :** Mauritanie (27,5 M EUR, +2,3%), Togo (10,5 M EUR, +10,3%).
- **Ceux pour lesquels les achats français ont reculé :** Sénégal (47,6 M EUR, -6,7%), Guinée (44 M EUR, -21%), Burkina Faso (8,7 M EUR, -27%), Mali (5 M EUR, -19,6%) et Bénin (1,4 M EUR, -9,8%).

Les importations françaises restent faibles en Gambie, au Cap-Vert et en Guinée-Bissau.

Pays	Exportations FAB		
	M€	Variation %	
<b>Ensemble</b>	<b>1711,7</b>	<b>-5,0</b>	↓
Bénin	91,1	5,3	↑
Burkina Faso	127,7	4,8	↑
Cap Vert	10,6	18,7	↑
Côte d'Ivoire	541,4	-0,4	↓
Gambie	4,2	12,1	↑
Guinée	99,8	9,1	↑
Guinée-Bissau	1,5	38,6	↑
Mali	165,9	-4,3	↓
Mauritanie	96,1	21,8	↑
Niger	59,6	-31,7	↓
Sénégal	404,6	3,4	↑
Togo	109,2	-49,1	↓

Source : les données de cette brève sont celles des douanes françaises

### ACTUALITE REGIONALE

---

#### **7<sup>e</sup> Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC)**

La conférence qui s'est tenue à Pékin, du 3 au 4 septembre, a débouché notamment sur l'adoption d'un plan d'action (2019-2021) centré sur 8 thématiques : l'industrie, les infrastructures, le commerce, l'écologie, le renforcement de capacités, la santé, la culture et la sécurité. En amont du forum, des accords de coopération ont été paraphés par le Président ivoirien dont l'accord pour la création du port sec de Ferkessedougou (Nord de la Côte d'Ivoire), l'accord de la centrale thermique de San Pedro, ainsi que celui pour l'extension de l'aéroport d'Abidjan. Le Président burkinabè a, par ailleurs, pu échanger avec la China Development Bank et l'Eximbank, ainsi que les entreprises China Harbour Engineering Company, China Three Gorges Corporation et CGCOC sur les projets d'infrastructures en cours.

#### **La BAfD et la FAD appuient la construction d'une ligne d'interconnexion Nigéria-Niger-Bénin-Burkina Faso**

Le gouvernement nigérien a voté des projets d'ordonnance autorisant la ratification de deux accords, d'un montant total de près de 24 Mds FCFA (36,5 M EUR), pour le financement de la réalisation du projet de construction d'une ligne d'interconnexion en 330 kV et 33 kV entre le Nigéria, le Niger, le Bénin et le Burkina-Faso. Il s'agit d'un prêt de 18 Mds FCFA (27,5 M EUR) de la Banque africaine de développement (BAfD) pour le financement partiel dudit projet, et d'un don d'un montant maximum équivalent à 5,9 Mds FCFA (9 M EUR), du Fonds africain de développement (FAD).

### BENIN

---

#### **Adoption d'un projet de loi pour la création d'une Caisse des dépôts et consignation**

La Caisse des dépôts et consignation (CDC) aura pour mission principale de drainer l'épargne nationale vers des investissements de long-terme, soit au travers d'investissements directs dans des secteurs clefs de l'économie, soit par des prises de participations diverses (sociétés d'Etat, sociétés de projet). Inspirée du modèle français, la structure apportera son appui au système bancaire traditionnel. Le ministère de l'Economie et des Finances se chargera de l'opérationnalisation de la Caisse avec l'appui potentiel d'experts techniques.

### BURKINA FASO

---

#### **La Douane burkinabè reprend en main le processus de dédouanement**

La Douane burkinabè va reprendre, à partir du 7 septembre 2018, la plénitude de ses attributions à travers la vérification de la valeur, de l'origine et de l'espèce des marchandises à l'importation et à l'exportation, auparavant confiée à l'entreprise Cotecna. A cet effet, une rencontre d'échanges avec les contrôleurs des douanes et les commissionnaires agréés a été organisée par la Direction générale des douanes. Cette mesure vise à accroître sensiblement les recettes douanières. Ces dernières sont prévues pour 2019, 2020 et 2021, respectivement à 700 Mds FCFA (1 Md EUR), 874 Mds FCFA (1,3 Md EUR) et 957 Mds FCFA (1,5 Md EUR).

### CÔTE D'IVOIRE

---

#### **1,7 million de tonnes de cacao vendu par anticipation**

La Côte d'Ivoire, 1<sup>er</sup> pays producteur mondial de cacao (plus de 40% de la production mondiale), a vendu 1,7 million de tonnes sur sa prochaine récolte qui débutera en octobre prochain. Ces ventes devraient permettre de maintenir un prix garanti aux producteurs compris entre 750 et 800

FCFA le kg, contre 700 FCFA pour l'actuelle campagne. La production de cacao devrait se situer autour de 1,8 à 1,9 million de tonnes de cacao au cours des 3 prochaines années contre 2 M de tonnes en 2016.

### **Le secteur de la microfinance en hausse sur l'année 2017**

Le total des actifs des institutions de microfinance en Côte d'Ivoire était estimé à 416 Mds de FCFA (634 M EUR) au 31 décembre 2017. Ce chiffre représente une hausse de 29% par rapport à l'année précédente selon l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés de Côte d'Ivoire (APSFD-CI).

## **GAMBIE**

---

### **La Banque centrale gambienne prévoit une croissance du PIB à 5,4%**

Le directeur de la Banque centrale en Gambie, Bakary Jammeh, a indiqué que les perspectives économiques du pays prévoient une croissance du PIB à 5,4% en 2018. Selon lui la Gambie présente des signes d'un progrès constant et encourageant dû aux réformes structurelles, à une politique économique saine et à une belle performance des secteurs du service et du BTP. En 2017, l'économie gambienne a traversé une période difficile avec une dette publique qui s'élève à 120% de son PIB, un taux de pauvreté très élevé et un taux de chômage chez les jeunes avoisinant les 38%.

### **La loi autorisant la Banque centrale de Gambie à nommer des auditeurs externes approuvée**

Les députés ont approuvé, le projet de loi relatif à la réforme de la Banque centrale de Gambie (CGB), préparé en étroite collaboration avec la Banque mondiale et le FMI. La CBG est cependant encore régie par la Constitution et la Loi de 2005, d'avant la transition démocratique. La réforme en cours introduit progressivement les bonnes pratiques internationales pour plus d'autonomie institutionnelle, opérationnelle et financière. La Loi adoptée permet ainsi notamment à la Banque Centrale de nommer des auditeurs externes. Le processus de révision constitutionnelle engagé par la Gambie s'annonçant long, la banque va réformer en priorité, par loi législative, les dispositions n'ayant pas d'incidence sur la constitution.

## **SENEGAL**

---

### **Euler Hermes réhausse la note « risque pays » du Sénégal**

Euler Hermes a rehaussé son évaluation du risque souverain du Sénégal de « risque significatif » (C3) à « risque modéré » (C2). Cette évaluation du risque pays repose sur (i) le note pays structurelle (combinaison de l'évaluation des déséquilibres macroéconomiques ; du cadre de la vie des affaires ; de la stabilité du système politique et l'efficacité du gouvernement, (ii) mesure du risque de transfert et de convertibilité, de confiscation, d'expropriation et de qualité de l'environnement des affaires (6 niveaux allant de AA à D) ; et (iii) un indicateur d'alertes à court terme, qui mesure le cycle économique et les risques de financement suivant des niveaux allant de 1 à 4). Pour mémoire, en juin dernier Standard & Poor's avait maintenu la note du Sénégal (B+) en relevant la perspective de stable à positive.

## **ENTREPRISES & PROJETS**

---

## **BENIN**

---

### **Lancement de la 1<sup>ère</sup> phase du projet Asphaltage**

Le projet d'assainissement et d'asphaltage de 650 km de voiries sur 9 villes du Bénin entre dans sa 1<sup>ère</sup> phase d'opérationnalisation des travaux. Il figure dans la liste des 45 projets phares du

Programme d'Actions du Gouvernement (PAG 2016-2021). Parmi les entreprises adjudicataires, on retrouve 2 locales et 6 étrangères, dont une française, SOGEA SATOM pour l'asphaltage de 200 km de voiries. En complément du projet, une étude de remise à niveau du réseau de voiries des villes de Porto-Novo, Cotonou et Abomey-Calavi sera effectuée par le bureau français Louis Berger, qui assure également la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage du projet asphaltage.

## **BURKINA FASO**

---

### **La Banque mondiale débloque 470 M USD pour le PNDES burkinabè**

La Banque mondiale et le Burkina Faso ont signé 3 accords de financement d'un montant global de 470 M USD. Il s'agit du Projet d'appui à l'enseignement supérieur (53,4 M EUR), du Projet de renforcement des services de santé (76,2 M EUR) et enfin du Programme d'accélération de l'accès à l'eau potable et d'amélioration des services d'assainissement tant en milieu rural qu'urbain (PforR) d'un montant de 150 Mds FCFA (228,7 M EUR). Ces financements visent à accélérer la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2021). Pour mémoire, en décembre 2016, la Banque mondiale avait exprimé 3,8 Mds USD d'intentions de financement en faveur du PNDES.

### **La BAfD appuie la réforme du secteur de l'énergie au Burkina Faso**

Le ministère burkinabè de l'Economie, des Finances et du Développement a signé avec la Banque africaine de développement (BAfD) une convention de financement du Programme d'appui aux réformes du secteur de l'énergie (PARSE) d'environ 11,7 Mds FCFA (17,8 M EUR). Le PARSE vise à créer les conditions d'un accès inclusif à l'énergie, en soutenant la vision du gouvernement dans le domaine énergétique par un appui budgétaire dans le cadre du Plan national de développement économique et social (PNDES). A ce jour, la BAfD dispose d'un portefeuille actif de 71 Mds FCFA (108,2 M EUR) dans le secteur de l'énergie burkinabè.

### **La société française Idemia introduit l'e-passeport**

Le passeport à puce électronique ou e-passeport est délivré au Burkina Faso depuis le 20 août 2018. Dans un contexte d'insécurité marqué par la menace terroriste, le gouvernement burkinabè a décidé de la mise en circulation d'un nouveau document de voyage conforme aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). C'est la société française Idemia qui a été sélectionnée pour produire le document dans le cadre d'un partenariat public-privé.

## **CÔTE D'IVOIRE**

---

### **Un nouvel acteur sur le marché de l'assurance**

Leadway Vie, l'opérateur nigérian, a racheté les actifs et passifs de l'Alliance africaine d'assurance (3A Vie) et ouvert 4 agences dans la capitale ivoirienne. Doté d'un capital social de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR), le leader nigérian de l'assurance mise sur une stratégie basée sur le numérique (applications sur tablettes et utilisation des moyens de paiement mobile) pour développer ses activités. Le groupe Leadway est noté A+ par Global credit rating. Créé en 1970, il possède 6 filiales et se divise en 23 branches d'activités. Pour mémoire, le taux de pénétration de l'assurance en Côte d'Ivoire se situe à 6%.

## **NIGER**

---

### **Lancement d'une structure de micro finance postale**

La Caisse des dépôts et consignation nigérienne (CDC Niger) a signé avec Niger Poste, l'opérateur public du service postal nigérian, une convention pour la gestion de comptes, la distribution de courriers et le "Post Transfert" (transfert d'argent), en vue de mobiliser l'épargne et financer le développement. Cette convention donne notamment la possibilité à Niger Poste de traiter les courriers et de recouvrer des fonds pour le compte de la CDC Niger.

### **La BAGRI provisoirement adjugée à la Banque Populaire de Mauritanie**

La Banque populaire de Mauritanie (BPM) a été provisoirement sélectionnée par les autorités nigériennes pour le rachat de 70% des parts de la Banque agricole du Niger (BAGRI). La BAGRI, qui

a été créée en 2010 avec un capital de 10 Mds FCFA (30 M EUR), est détenue majoritairement par l'État du Niger, ainsi que par quelques entreprises publiques nigériennes. Depuis le démarrage de ses activités en février 2011, la banque nigérienne connaît des cycles de difficultés financières à répétition.

## **SENEGAL**

---

### **Bilan de la phase 1 du Plan Sénégal Emergent (PSE): l'engagement des bailleurs a dépassé l'objectif**

Selon Ministère de l'Economie, des finances et du plan, la 1<sup>ère</sup> phase (2014-2018) a abouti à 246 conventions de financements de projets, pour un montant de 5 963 Mds FCFA (9 Mds EUR), ce qui équivaut à un niveau de réalisation supérieur aux objectifs (160%). Cependant, 60% des dépenses d'investissement ont été supportées par les ressources de l'Etat. Les autorités soulignent la faiblesse des financements sous forme de Partenariats Public-Privé (PPP) lors de cette phase.

### **Premiers financements de la Délégation à l'entrepreneuriat rapide (DER)**

10 Mds FCFA (15,2 M EUR) sur les 30 Mds (45,6 M EUR) budgétés en 2018 ont été décaissés, pour financer 15 000 premiers bénéficiaires (dont 60% de femmes entrepreneurs). Ce programme, visant à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes par des prêts bonifiés (taux de 5% maximum) aurait suscité plus de 200 000 demandes de financement en moins de 6 mois.

## **TOGO**

---

### **Le SEDIF engagé dans un projet d'eau et assainissement avec la mairie d'Aného**

Le Syndicat des Eaux d'Île de France (SEDIF) a signé une convention de financement avec la mairie d'Aného, dans le cadre du Projet d'Amélioration du Service Public de l'Eau de la ville d'Aného (Région maritime) (PASPEA). Les travaux, d'une durée de 36 mois, prévoient de faciliter l'accès à l'eau potable des 30 000 habitants par la densification du réseau de distribution, la pose de compteurs intermédiaires et le remplacement de 20 km de conduite. Le projet est estimé à 1,4 M EUR, financé par le SEDIF et l'Agence de l'Eau Seine Normandie. La maîtrise d'œuvre est effectuée par l'association française SEVES, en collaboration avec le bureau d'études togolais ARWP.

### **Financement de la Banque mondiale pour l'amélioration des infrastructures et de la gestion urbaine**

Le Conseil d'Administration de la Banque mondiale a approuvé un prêt IDA d'une valeur de 30 M USD à l'Etat togolais, pour la mise en œuvre du Projet d'Infrastructure et de Développement Urbain (PIDU). L'objectif du projet est double: (i) moderniser et densifier les infrastructures urbaines au niveau des zones urbaines mal desservies, en focalisant les investissements sur les axes routiers, espaces publics, points d'accès à l'eau potable et systèmes d'évacuation des eaux usées, mais également (ii) renforcer les capacités institutionnelles de 7 municipalités (Atakpamé, Dapaong, Lomé, Kara, Kpalimé, Sokodé, Tsévié).

### CÔTE D'IVOIRE

#### 3<sup>ème</sup> Forum économique des startups du 13 au 17 novembre 2018

Parrainé par le ministère de l'Economie et des Finances et de l'Economie numérique, le 3<sup>e</sup> Forum économique des startups, incubateurs et investisseurs d'Afrique (ASF) rassemblera plus de 1000 dirigeants de startups représentant 250 projets sélectionnés parmi 6000 candidatures issues de 54 pays d'Afrique. L'édition 2018 comportera, entre autres, des ateliers de formation à la bonne gestion, un hackathon et un innovathon. 20 prix, dont le prix de la meilleure start-up d'Afrique (6000 EUR), seront décernés à cette occasion. Pour mémoire, le prix 2017 avait été remporté par « WeFlyAgri », spécialisé dans la gestion de parcelles agricoles à distance et qui avait ainsi bénéficié de l'accompagnement d'Orange Côte d'Ivoire.

#### Journée de sensibilisation sur le visa des états financiers et le dépôt électronique des états financiers

La rencontre qui s'est tenue le 23 août est une action concertée entre le Conseil national de la Comptabilité (CNC), la Direction générale des impôts (DGI), l'Ordre des experts comptables de Côte d'Ivoire (OEC-CI), et l'ensemble des opérateurs économiques représenté par la Fédération ivoirienne des petites et moyennes entreprises (FIPME) et la Fédération nationale des Commerçants (FENACCI). Elle vise à sensibiliser les opérateurs économiques sur les dispositions générales et le champ d'application du Visa des états financiers et l'application E-liasse afin de susciter leur adhésion au processus de fiabilisation financière des PME locales.

#### Copyright

*Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)).*

#### Clause de non-responsabilité

*Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*



#### Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

#### Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

<b>Indicateurs Pays (2017)</b>	<b>Bénin</b>	<b>B. Faso</b>	<b>Cap-V.</b>	<b>RCI</b>	<b>Gambie</b>	<b>Guinée</b>	<b>GB</b>	<b>Mali</b>	<b>Mauritanie</b>	<b>Niger</b>	<b>Sénégal</b>	<b>Togo</b>	<b>UEMOA</b>	<b>ASS</b>
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	0,5	25	2	13	2	19	4	19	16	8	<b>110,3</b>	<b>1 033</b>
<b>Macroéconomie</b>														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	<b>114,2</b>	<b>1 529,1</b>
<i>PIB / hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	<b>1 035</b>	<b>1 480</b>
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	<b>6,5</b>	<b>2,6</b>
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	<b>1,5</b>	<b>11</b>
<b>Finances Publiques</b>														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	<b>-5</b>	<b>-5</b>
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	<b>46</b>	<b>45</b>
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	<b>16</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	<b>-3</b>	<b>-1</b>
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup> (M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	<b>3 404</b>	<b>13 457</b>
<i>Importations françaises depuis<sup>3</sup> (M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	<b>1247</b>	<b>9211</b>
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	<b>-6</b>	<b>-3</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>														
<i>IDH<sup>4</sup></i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business<sup>5</sup></i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>6</sup></i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI (WEO ; article IV ; revues programme) sauf indications contraires.

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map - 2016

<sup>3</sup> Trade Map - 2016

<sup>4</sup> PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

<sup>5</sup> Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

<sup>6</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque